

DIPLOMATIE FRANÇAISE: DES ENJEUX INTERNES ET EXTERNES QUI NE COÏNCIDENT PAS TOUJOURS



MICHEL ROGALSKI *

« Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va. »
Sénèque

On connaît les points qui fâchent en matière de politique étrangère. Qu'il s'agisse du rapport à l'atlantisme, aux ex-pays de l'Est, à la construction européenne, des rapports Nord-Sud, du Moyen-Orient, ou de la place à accorder aux droits de l'homme, le consensus a rarement vu le jour sur une longue période entre les différents partis politiques. Des accords sur des principes ou des valeurs peuvent être actés, mais dès lors qu'il s'agit de les appliquer, les failles se révèlent. Au mieux, des convergences peuvent-elles apparaître sur tel ou tel dossier et rassembler pour un temps des forces qui s'opposeront sur d'autres thèmes.

Des axes clivants qui varient et n'épousent pas toujours ceux de la diplomatie

Définir une politique étrangère qualifiée « de gauche » invite à projeter un concept qui s'est façonné avant tout pour caractériser les traits majeurs des politiques internes, sur un autre domaine, dont rien ne permet a priori de supposer qu'il répondra aux mêmes clivages. Sauf à considérer, de façon tautologique, qu'une politique étrangère de gauche est celle qui est menée par... des forces de gauche. Or

* ÉCONOMISTE, CNRS/EHESS. DIRECTEUR DE LA REVUE RECHERCHES INTERNATIONALES

l'histoire nous enseigne que le clivage gauche/droite, qui se structure essentiellement autour du social, est résilient au sens d'un point d'équilibre vers lequel on retourne, mais dont on peut s'écarter au gré des turbulences politiques. C'est un repère qui peut servir de boussole par temps calme, mais dès que la tempête se lève, tout peut chambouler. Et même, quand durablement gauche et droite alternent au pouvoir et mènent la même politique, leur affrontement ne peut plus longtemps prétendre structurer la vie politique. Les grandes coalitions qui se multiplient en Europe traduisent l'échec de ces fausses alternances et l'érosion des forces qu'elles nourrissent. Chaque période politique fabrique son axe clivant polarisant autour duquel va s'organiser le jeu d'alliances le plus pertinent. Quelques exemples illustreront ces remarques.

Lorsque la France en 1936 s'engage dans le Front populaire, c'est l'adhésion au programme de ce dernier qui déterminera le clivage politique central. On est alors au cœur de l'affrontement gauche/droite. Quatre ans plus tard, en 1940, après la défaite, le pacte avec la puissance occupante ou son refus clivera la société française et opposera résistants et collaborateurs. On sait que des formations politiques de droite prendront leur place dans la Résistance et qu'elles participeront à l'élaboration du programme du Conseil national de la Résistance et au gouvernement qui le portera. Très vite la Guerre froide sifflera la fin de partie, le départ des communistes de la coalition gouvernementale, et imposera pour une longue période comme marqueur principal le rapport aux Soviétiques. Ainsi, en un peu plus d'une dizaine d'années, certes dans une période chamboulée, l'axe clivant la société aura basculé au gré des enjeux auxquels elle aura dû faire face.

L'Irak de Saddam Hussein était partagé entre fidèles du régime et opposants. Clivage fort si l'on en juge par le taux d'occupation des prisons. En 2003, les Américains, à la tête d'une coalition et sans mandat onusien, décident d'intervenir pour renverser le régime. Aussitôt, c'est le rapport aux forces d'occupation qui structure le jeu d'alliances pouvant amener ennemis d'hier à se retrouver. Puis, le retrait américain et l'accès au pouvoir d'un nouveau régime vont consacrer un clivage chiites/sunnites. Enfin, l'apparition de Daech créera un nouveau clivage entre partisans et opposants du califat. Quatre périodes, quatre grilles politiques différentes, quatre jeux d'alliances, qui ne se superposent pas.

Lorsque, par deux fois, il manquera à Alexis Tsipras quelques voix pour constituer sa majorité parlementaire, il ira les chercher

dans l'alliance avec le parti souverainiste de droite – Anel – qui lui semblait beaucoup plus fiable pour aborder le bras de fer décisif qui s'engageait avec la Troïka, plutôt qu'au travers de quelques députés débauchables dans les rangs du Pasok. Ce choix indiquait tout simplement où se trouvait l'enjeu principal du moment. Lorsqu'en 2005, la France se coupe en deux lors du referendum sur le projet de constitution européenne, la cassure n'épouse pas l'opposition gauche/droite, au point qu'on évoquera un Non de droite et un Non de gauche. Très vite d'ailleurs, droite comme gauche s'efforceront de revenir au clivage traditionnel en minorant la portée de la cassure précédente, ouvrant ainsi une large brèche dans laquelle le Front national s'engouffrera pour capitaliser le Non en sa faveur.

On retiendra que c'est l'enjeu qui structure le jeu des coalitions et donc l'axe polarisant et non pas l'inverse. Si cet enjeu est fortement marqué par des facteurs extérieurs, ce sont ceux-ci qui vont perturber l'axe gauche/droite traditionnellement structuré sur les affaires internes.

Une société politique se doit de répondre à deux questions essentielles : comment voulons-nous vivre ensemble et quels types de rapports voulons-nous entretenir avec les autres ? Et les axes autour desquels se structurent les partis politiques en réponse à ces interrogations ne sont pas toujours superposables. Quand l'écart s'accroît, il nourrit la tentation d'alliances non naturelles. Tout dépend de la situation à laquelle il convient de faire face. Deux types d'attitude peuvent alors prévaloir. Ou l'assumer – comme le fit Tsipras –, ou le redouter au point de s'efforcer de l'effacer, comme la gauche le fit à propos du référendum constitutionnel européen.

Dans une revue récemment parue¹, diverses personnalités politiques se prêtent à un entretien sur leur orientation en matière de politique étrangère. Ainsi, entre autres, Mélenchon, Fillon, Dupont-Aignan livrent leur conception des rapports que la France doit entretenir avec la Russie. La convergence est très forte, les nuances dérisoires. Le premier, dans un souci de faire prévaloir négociations, apaisement des tensions, coopérations et recherche de paix. Les autres, dans une optique empruntant plus à l'analyse huntingtonienne², considérant que la Russie appartenant au monde occidental, il convenait plutôt d'en faire son allié que son adversaire

¹ *Revue internationale et stratégique*, n° 100, hiver 2015.

² Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 2007, 402 p.

dans un monde globalement perçu comme hostile. Marine Le Pen, non sollicitée dans le dossier, aurait pu souscrire à cette dernière approche. Analyses différentes, mais message diplomatique perçu de façon identique à Moscou³. Or, ce que l'on retient principalement d'une diplomatie c'est sa perception par les autres. On se souvient de la réserve gaulliste vis-à-vis de l'Otan en 1966 et de la fermeture de ses bases en territoire français ; ou bien des aspects positifs de la politique étrangère de De Gaulle salués par Georges Marchais, à propos de l'atlantisme ou de l'engagement américain au Vietnam ; ou même de l'hostilité consensuelle de la France à l'expédition militaire américaine en Irak.

Il faut en retenir que les axes de partage sur les orientations diplomatiques ne recoupent pas automatiquement ceux qui structurent la vie politique intérieure et peuvent donc nourrir des postures apparemment à « front renversé ». Plutôt que de chercher à définir les contours d'une politique étrangère « de gauche », tentons de cerner les grands dossiers qui émergent dans l'avènement de ce nouveau monde, d'y trouver une réponse compatible avec les intérêts de la France et des valeurs qu'elle entend porter.

30

L'entrée dans un monde nouveau

La fin de la guerre froide donne naissance à une période à l'abri de laquelle vont s'épanouir trois processus déjà engagés : la mondialisation, la construction européenne et l'émergence de problèmes communs à toute l'humanité. À cela, il convient d'ajouter le retour du fait religieux au travers de dérives fanatiques que l'on croyait appartenir à une époque révolue et qui va entraîner la stratégie bushienne de « guerre globale au terrorisme » après les attentats du 11 septembre 2001. Contrairement à une croyance assez répandue chez les « *global leaders* » réunis annuellement à Davos, loin d'homogénéiser la planète, le rouleau compresseur de la mondialisation a réveillé et exacerbé la montée de tensions identitaires⁴. Le monde s'est rétréci sous la poussée d'une

³ *Le Monde* du 30 avril 2016 signale qu'une résolution des Républicains proposée à l'Assemblée nationale a été adoptée avec l'appui du Front de gauche et des députés du Front national, en faveur de la levée des sanctions imposées par l'Union européenne à la Russie pour son implication dans le conflit ukrainien. Ont voté contre, les députés PS et EELV.

⁴ Cf. Régis Debray, « Rappelons-nous que les interdépendances dérivant de la mondialisation exaspèrent les identités nationales et religieuses au lieu de les éteindre. Le monde qui découvre qu'il fait un ne s'unifie pas pour autant. » *Le Monde*, 15 mars 2012.

interdépendance générant des relations asymétriques dans lesquelles chacun n'était pas toujours aussi indépendant que son voisin. Bref, l'illusion du « village-global » a bien vite vécu. Cette globalisation a eu pour conséquence l'apparition de tensions inédites et de nouveaux espaces de conflictualité, révélant des fractures qui n'étaient plus surdéterminées par la logique de la Guerre froide. La géopolitique, discipline éclipsée par cette surdétermination, resurgira et se proposera de rendre compte de ces nombreux conflits et de zones grises en formation⁵. Ce qui était attendu, un monde ouvert pacifié et apte à entrer dans une « globale governance », n'est pas advenu malgré les préconisations de deux grands rapports⁶. Pourtant les problèmes auxquels il convenait de faire face ne manquaient pas : on pourrait évoquer ceux de la drogue, de l'économie mafieuse internationale, de l'architecture financière internationale, des migrations mondiales, de la prolifération nucléaire, du commerce des armes, de la recrudescence du travail des enfants, du « changement global » (effet de serre, biodiversité)⁷. Les Rapports s'accumulaient pour susciter des formes de coopération, de gouvernance à l'échelle du monde pour maîtriser ces grands problèmes.

Dans le même temps, l'ordre du monde se bousculait. Des pays apparaissaient sur la scène mondiale, s'imposant aux autres, non seulement par leur poids mais par leur dynamisme, et entendaient participer aux grandes décisions. Les G20 et autres structures apparentées leur firent une petite place, plus formelle que réelle, tandis que le reste du monde se marginalisait voire sombrait dans des zones de chaos. Le monde occidental crut que cet ordre était immuable et pourrait se maintenir, mais englué dans ses crises successives, il doit aujourd'hui convenir que « nous ne sommes plus seuls au monde »⁸ et doit s'obliger à trouver une diplomatie qui perde de son arrogance. Il convient également de noter l'émergence

⁵ Yves Lacoste (entretiens avec Pascal Lorot), *La Géopolitique et le géographe*, Choiseul éditions, 2010, 270 p.

⁶ The Stockholm Initiative on Global Security and Governance, *Common Responsibility in the 1990's*, Prime Minister's Office, Stockholm, April 22, 1991, 48 p. ; Commission on Global Governance présidée par Ingvar Carlsson et Shridath Ramphal. Son Rapport *Our Global Neighbourhood* sera publié en 1995, Oxford University Press, 410 p.

⁷ On notera que de telles listes sont généralement élaborées par les pays du Nord, car abordant des questions qui les affectent, et que les solutions généralement retenues impliquent des modifications comportementales... dans les pays du Sud.

⁸ Pour reprendre le titre du dernier ouvrage de Bertrand Badie, *Nous ne sommes plus seuls au monde*, La Découverte, 2016, 238 p.

d'un espace mondial public dans lequel s'est engouffrée la société civile internationale. S'agissant de la place occupée par la société civile dans les relations internationales, on peut se refuser à en encenser le rôle dès lors qu'on y rencontre de tout et que le pire côtoie le meilleur et où tout se qui se dit ou se préconise n'est pas forcément paré de vertu parce que loin des États. L'idée que les États seraient intrinsèquement pervers et que tout ce qui les ferait reculer – marchés et société civile – constituerait un progrès, doit être discutée. Dans le tiers-monde la plupart des pays souffrent d'un manque d'État, et à l'échelle du monde ce sont les États qui peuvent négocier, s'engager internationalement, fixer des règles et les faire respecter. Quand bien même le concept de souveraineté pourrait parfois servir de protection pour les régimes despotiques, c'est aux États que l'on demande de mieux maîtriser la mondialisation et les problèmes globaux. Altérer les bases de leur souveraineté, c'est laisser le jeu libre aux forces mondialisées du marché, que celles-ci prennent la forme de sociétés transnationales, du crime organisé, de lobbies ou de sectes.

32

Dans cet ensemble la France se trouve en situation de pays intermédiaire et constitue aujourd'hui une puissance moyenne. Elle dispose d'atouts qui l'apparentent à une grande puissance – langue partagée, héritage d'un réseau impérial, force nucléaire, statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies... – mais se retrouve rattrapée et dépassée par l'essor économique d'autres pays, hier encore relevant du tiers-monde ou au statut de puissances défaites par la Deuxième Guerre mondiale. Mais surtout, ayant fait le choix de l'entrée dans la mondialisation, elle en supporte les contraintes internes lourdes en matière de casse sociale et se trouve confrontée à l'état de la construction européenne et de la monnaie unique qu'elle a adoptée. Elle se retrouve dans la zone la plus déprimée de l'économie mondiale, sans disposer d'atouts pour mener une politique autonome. Elle doit supporter des politiques austéritaires élaborées à un niveau supranational et se soumettre à des procédures de contrôle budgétaires et de respect d'indicateurs macro-économiques faisant fi de sa souveraineté. Après avoir connu le statut de puissance impériale, elle vit la réalité de la perte de maîtrise de pans entiers de ses choix de développement. Elle doit impérativement repenser son rapport à la mondialisation, à la construction européenne et s'engager pleinement à la mise sur pied de régimes de coordination internationale afin de faire face à

l'ensemble de la montée des problèmes communs qui menacent la survie de l'homme sur la planète.

Repenser le rapport à la mondialisation

La mondialisation, dont la dernière poussée s'est développée sous l'influence de la technologie informatique qui a révolutionné la finance et celle des transports qui a transformé la nature du commerce mondial, a été critiquée pour ses conséquences multiformes sur les cohésions sociales, l'effritement des souverainetés, la fragilisation des États, le réveil des identités, les mises en concurrence faussées, les proliférations mafieuses, etc. Toutes ces critiques sont fondées et l'énumération pourrait être allongée. Mais tous les pays n'ont pas été affectés de la même façon. Certains ont su en tirer avantage. Cette poussée de mondialisation a été accompagnée de l'essor de pays émergents qui ont su s'insérer dans la mondialisation commerciale⁹. L'ordre du monde en a été bouleversé.

Seuls les États-Unis ambitionnent de façonner le monde à la mesure de leurs besoins. Et encore, ce projet leur devient de plus en plus hors de portée. Pour tous les autres pays, cela reste largement illusoire. Le libéralisme qui s'est mondialisé a été modelé par les firmes transnationales et les institutions financières qui se jouent de plus en plus des États, y compris de ceux dont elles sont originaires. Leur horizon est devenu le marché mondial, là où doit se réaliser leur chiffre d'affaires. Qu'importe donc que des marchés d'emplois soient sinistrés ou des territoires dévastés si les classes moyennes brésiliennes, indiennes ou chinoises compensent des débouchés.

La soumission à une rationalité dite supérieure parce que mondiale crée ce que nos élites appellent la « contrainte extérieure ». Celle-ci n'est que le retour de ce qui a été voulu et recherché. La mondialisation qui nous retombe sur la tête c'est celle que l'on a envoyée en l'air à coups de dérégulation, de libre-échange forcené, de privatisations, de délocalisations, de circulation incontrôlée de capitaux et de marchandises, de financiarisation, d'endettement de peuples et d'États. Elle se heurte aux acquis sociaux historiquement constitués qui deviennent ainsi pour nos mondialisateurs des « contraintes internes » qui freinent leurs objectifs et dont ils

⁹ On lira à cet égard la très stimulante étude de Luiz Carlos Bresser-Pereira, *Mondialisation et compétition – Pourquoi certains pays émergents réussissent et d'autres non*, La Découverte, 2009, 196 p.

doivent se débarrasser pour obtempérer aux ordres des marchés. La compétition internationale devient l'arme de l'antisocial et dévaste les territoires. On assiste à l'affrontement des logiques des deux contraintes, l'une fabriquée pour mieux combattre l'autre¹⁰. Les gagnants (les facteurs mobiles : capital et finance, grandes firmes, mafias) et les perdants (les facteurs fixes : peuples et territoires) apparaissent en miroir.

On nous explique qu'il faudrait être patient et que nos maux proviendraient de la situation d'entre-deux dans laquelle nous serions entrés. L'État-nation est blessé, mais il bouge encore, alors que l'économie mondiale ne serait pas encore instaurée et peinerait à se doter d'une gouvernance globale (ou européenne). Ainsi nous cumulerions les défauts de l'érosion des frontières sans être encore en mesure de bénéficier des avantages de leur dépassement. Cette « transition », qui se déroule depuis une trentaine d'années, n'a pour l'instant accouché que de la crise et se trouve de moins en moins en mesure de prouver que l'expansion du néolibéralisme à l'échelle du monde serait salvatrice. L'attente d'un gouvernement mondial pour résoudre les problèmes engendrés par sa recherche risque fort de s'enliser dans le sable. Elle est évidemment insupportable pour les peuples. Se sortir de cette ornière en proposant une véritable issue, c'est, pour tout pays, nécessairement entrer dans un processus de résistance à la mondialisation, faute de pouvoir la remodeler.

On alléguera qu'il existe une forme de mondialisation désirable, celle des échanges culturels, du tourisme, de la connaissance et des savoirs, de la coopération entre les peuples, de tout ce qui fait la densité de la vie internationale ou d'un espace public en construction à ce niveau. Nous ne la mélangeons pas avec celle qui fait l'objet du débat d'aujourd'hui, à savoir le nécessaire blocage de l'expansion du néolibéralisme à l'espace mondial. La lutte contre cette dernière ne doit pas être éclipsée par la valorisation de l'autre mondialisation.

¹⁰ Lionel Stoléro, conseiller, puis ministre de Giscard, nous avait déjà tout expliqué dès 1987 dans *L'ambition internationale* (Le Seuil) en résumant parfaitement le sens de la démarche mondialiste :

« Ces prétendues "contraintes" internationales, c'est nous-mêmes qui les avons voulues, c'est nous-mêmes qui les avons édifiées, c'est nous-mêmes qui, jour après jour, nous employons à les développer. Nous n'avons plus les coudées franches parce que nous avons voulu ne plus avoir les coudées franches. » (p. 12)

[...] « Disons d'abord qu'il n'y a pas de contraintes internationales, il n'y a que des *ambitions internationales* que nous avons librement choisies, que nous voulons atteindre parce que nous savons que hors d'elles, point de salut. » « Disons que par rapport à ces ambitions internationales, il n'y a plus de politiques nationales, il n'y a plus que des *contraintes nationales*, qui nous freinent dans la recherche de nos ambitions internationales. » (p. 13)

Ainsi en matière de mondialisation, la politique étrangère commence à l'intérieur. La souveraineté ne consiste pas à dire non aux autres, mais de s'être mis en condition de pouvoir le faire de façon crédible. C'est la première leçon que l'expérience grecque doit nous enseigner. Toute politique qui tend à accroître la dette publique menace la souveraineté française. Se mettre à l'abri du système de contraintes que la finance mondialisée veut exercer sur un pays passe avant tout par des mesures d'ordre interne. Toute diplomatie financière crédible implique cette exigence.

Que faire de l'Europe ?

L'Union européenne, longtemps présentée comme le rempart de la mondialisation, en est devenue le laboratoire et la pointe avancée. Elle en cristallise la plupart des méfaits. C'est en effet la région du monde où des liens étroits se sont noués entre pays riverains, dans le cadre d'un dispositif juridique et institutionnel qui décrit l'ensemble des relations entre les pays membres et de ceux-ci avec l'Union européenne. Des pans entiers d'activités ont été « communautarisés », c'est-à-dire régulés par Bruxelles. Des traités se sont empilés, constitutionnalisant des abandons de souveraineté, organisant l'austérité sous couvert de gouvernance de la zone euro, ou de bonne gestion budgétaire. L'ensemble de ce dispositif a réalisé patiemment le maillage du continent au profit d'une oligarchie financière. Faisant fi de toute démocratie, celle-ci a ainsi construit les frontières de ce qui était permis, le « cercle de la raison » ou les murs d'une prison néolibérale. La construction européenne est ainsi apparue comme une géniale construction au service des bourgeoisies financières pour préserver leurs intérêts. Elle fait figure aujourd'hui de nouvelle « Sainte Alliance » contre laquelle toute velléité d'alternative réelle sera ramenée à ce qui reste autorisé, une alternance de complaisance. L'Union européenne est ainsi devenue une réductrice d'incertitude réduisant l'oscillation du balancier politique.

Jean-Claude Juncker 2015, président de la Commission européenne, n'a pas hésité à déclarer, à propos du référendum décidé par les Grecs, « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés »¹¹. Cette idée d'un plafond de verre contre lequel se heurte toute velléité de changement est aujourd'hui

¹¹ *Le Figaro*, 2 février 2015.

largement partagée, ainsi que la difficulté à en modifier le cours des choses¹². Sauf à en rabattre sur son programme, aucun projet transformateur radical d'un État-membre ne peut s'en accommoder. Il y a donc un besoin urgent d'une autre Europe, construite sur d'autres logiques et d'autres valeurs. Il convient de sortir du déni de démocratie en s'assurant qu'aucune clause européenne ne pourrait remettre en cause l'application d'un programme librement choisi par un peuple et donc rappeler qu'il ne peut exister de démocratie sans souveraineté qui l'organise. L'Europe ne doit pas être perçue comme un lieu d'où partiraient oukases et interdits, mais bien au contraire comme une structure permissive à même d'accompagner les trajectoires singulières de ses États-membres. Aucun engrenage ne doit pouvoir être mis en place qui entraînerait un peuple dans une voie contraire à ses vœux. Une telle Europe devrait être toilettée de toutes les dispositions qui émaillent ses traités et organisent l'option néolibérale et financière qui la mine. Priorité aux coopérations, au social, à la solidarité, aux valeurs humaines, à la démocratie ; refus de l'austérité, de la concurrence déloyale, du primat des marchés financiers.

36

Cette Europe à laquelle on aspire devra se faire à 28 membres, sauf à décider de revenir à une configuration des origines. C'est dire que le rythme de son évolution est incertain et donc imprévisible. On est dans un registre de conquête patiente de petits pas, d'autant plus que l'axe politique moyen s'est déplacé à droite en Europe et que les forces sociales-démocrates et conservatrices ont de sa conception une vision commune. C'est un tanker qu'il faut faire bouger et pas une barque. Cette situation convient très bien à l'oligarchie qui est aux affaires¹³. La gauche de changement est dans une autre posture. Il lui faut définir son rapport à l'Europe actuelle tout en sachant qu'elle

¹² Dans son dernier ouvrage, *Peuple ! Les luttes de classes au XXI^e siècle*, Démopolis, 2015, 154 p., Patrice Cohen-Séat évoque l'idée d'un « verrou politique et social » et rappelle que « Les traités européens, conjointement élaborés par la droite et la social-démocratie, ont juridiquement mis en place une serrure à vingt-huit clefs qu'il faut actionner toutes simultanément pour permettre un changement de l'orientation fondamentale des politiques de l'Union. » (p. 126)

¹³ Très tôt les dirigeants patronaux nous en avaient informés. Ainsi François Périgot, alors dirigeant du CNPF, avait déclaré à *Valeurs actuelles*, le 9 janvier 1988, peu de temps après la signature de l'Acte unique européen : « Jusqu'à présent, nous avons connu l'Europe douce, progressive, où l'on prenait son temps [...]. Désormais, les échéances se rapprochent. Quand seront créées les conditions d'une vraie concurrence, nous n'auront plus le temps de nous retourner et tergiverser. Nous entrons dans l'Europe dure [...] On va enfin dépoussiérer la société française, la débarrasser de ses scories. Nous allons remettre en question nos

possède certes un projet pour une future Europe mais que ce n'est pas avec celle-là qu'elle devra composer pour mettre son programme en œuvre. Il lui faut penser en séquences et préparer l'opinion à la nécessité d'un bras de fer avec les institutions européennes, les marchés financiers et leur logique.

La question concrète qui est posée à la gauche de changement ne peut être éludée. Si le cadre européen actuel constitue un mur contre lequel se fracassera toute velléité transformatrice et qu'il n'est pas possible de le renverser avant un certain temps, quand bien même on aurait une vision claire de ce par quoi il faudrait le remplacer, que convient-il de faire rapidement pour appliquer son programme ?

Le nœud gordien de tout exercice d'un pouvoir progressiste est devenu celui du *rapport* à l'Europe, avant même celui d'un autre contenu à cette Europe dont on a vu qu'il relevait d'une autre séquence. Car il ne fait aucun doute que le programme d'une gauche alternative n'est plus euro-compatible, au sens où il ambitionne justement de sortir du « cercle de la raison » dans lequel voudraient l'enfermer les institutions bruxelloises qui susurrent qu'il n'y aurait pas d'autre alternative¹⁴. La question posée est donc celle des marges de manœuvre nécessaires par rapport à l'Europe pour changer de politique.

On doit préparer l'opinion publique à la nécessité d'un bras de fer avec les institutions européennes et avec l'idée qu'aucun changement substantiel n'est envisageable sans des formes de désobéissance ou de mesures unilatérales qui contrarieraient les logiques délétères de la construction européenne. Au risque d'ouvrir une crise majeure en Europe. Ce que la Grèce n'a pu faire, du fait de son poids, est à la portée d'un grand pays fondateur de l'Europe et ne serait pas sans susciter d'échos à l'échelle du continent. De telles mesures anticiperaient une Europe alternative à celle des marchés et de la finance et préserveraient le besoin de souveraineté propre à

comportements, nos structures mentales, nos institutions éducatives, le financement de la protection sociale et notre fiscalité. L'Europe va nous obliger à devenir un pays moderne. »

¹⁴ Dans une interview au *Monde*, le 8 janvier 2013, Klaus Schwab, fondateur du Forum de Davos avait éclairé sa démarche : « Imaginons que j'ai 1 000 euros de revenus pour vivre et une dette de 1 000 euros. Comment rembourser ? La première solution, c'est de gagner plus. La deuxième de dépenser moins. Les gouvernements ont une troisième option, dévaluer et faire de l'inflation pour effacer naturellement la dette. L'Europe n'a pas cette option. L'austérité est donc un mal nécessaire. »

toute expérience transformatrice. Sans entrer dans le fond du débat d'une éventuelle sortie de la zone euro, voire de l'Union européenne, annoncer à l'avance qu'une telle sortie est impensable, c'est mal se préparer à l'affrontement inévitable qui se profile avec Bruxelles¹⁵. C'est jeter ses armes avant de partir à la guerre. Même si une arme de dissuasion n'a pas vocation à servir, se priver de sa menace, c'est s'affaiblir et c'est en laisser l'usage à une droite populiste en embuscade qui ne rêve que de rassembler toute forme d'opposition à l'actuelle construction européenne.

La montée des problèmes communs

38

La nécessaire participation à la résolution des problèmes communs – souvent globaux – ne doit pas faire tomber dans le mythe de la « *global governance* » ou d'un gouvernement mondial. Ces dérives sont fortes et s'inscrivent dans une nébuleuse qui a en commun de partager l'idée que le cadre national serait désormais dépassé et inapte à faire face aux grands problèmes auxquels sont confrontées l'humanité et la planète. Il existeraient désormais un espace particulier d'intervention à privilégier, le mondial, des institutions spécifiques sur lesquelles agir et une citoyenneté de même niveau, dès lors que la scène mondiale serait devenue accessible aux individus. Il s'agit d'une idéologie, le mondialisme, qui accompagne le processus de mondialisation. Ses racines sont multiples¹⁶ et s'enracinent dans des milieux fort variés. Du Club de Rome à la Trilatérale, en passant par la mouvance libérale démocrate-chrétienne européenne, souvent « fédéraliste », on retrouve cette approche qui décline la nécessaire adaptation aux « contraintes internationales » et milite pour la mise sur pied de formes supranationales de gestion de la planète. De nombreux rapports émanent de commissions indépendantes qui, sous des formes diverses, reviennent à minimiser l'intérêt national face aux préoccupations planétaires.

La notion d'intérêts communs sera mise en avant dès le rapport RIO (1976 - Reshaping International Order), rédigé à l'initiative

¹⁵ Un récent sondage réalisé par l'université d'Édimbourg et le cercle de réflexion allemand D/part en mars 2016 révèle qu'une majorité de Français (53 %) souhaite un référendum sur la sortie de la France de l'UE. (*Le Monde* du 13 mars 2016).

¹⁶ Une multitude de termes sont utilisés pour désigner cette approche : cosmopolitisme, fédéralisme, universalisme...

du Club de Rome¹⁷. Pour gérer ces intérêts il en appelle à une planification internationale dans le cadre d'un système des Nations unies restructuré. Puis avec le rapport Brandt¹⁸ (1980 - Intérêts mutuels; Écart Nord-Sud), le rapport Palme¹⁹ (1982 - Sécurité commune; Mesures de confiance), le Rapport Brundtland²⁰ (1987 - Écosystèmes mondiaux; Développement durable), le Rapport Nyerere de la commission du Sud²¹ (1990 - Renforcement de la coopération Sud-Sud), l'Initiative de Stockholm²² (1991 - Gouvernabilité mondiale; Nouveau concept de souveraineté), on assiste à une réflexion collective qui se met en place autour de l'articulation des questions du développement et de la sécurité dans un monde interdépendant. Dans la lignée de ces travaux la « Commission sur la Global Governance » sera tout naturellement créée en 1992²³ et justifiée par la fin de la Guerre froide et l'émergence de valeurs communes universelles. Plus récemment, c'est l'idée même de souveraineté étatique et d'intervention qui sera soulevée à travers le rapport « *The Responsibility to Protect* »²⁴ (2002) qui fournira plus tard une couverture éthique pour renverser le régime libyen.

Ces travaux, souvent sérieux et documentés²⁵, ont contribué à l'émergence d'une prise de conscience d'« enjeux planétaires », même si l'expression « village-planétaire » qui émane de cette mouvance est hautement contestable et trompeuse. Ils feront cependant largement l'impasse sur l'effondrement de la sécurité individuelle qui gagne la planète ou sur la perte de gouvernabilité nationale qui affecte de plus en plus d'États et les rend incapables de s'engager internationalement de façon fiable et de prendre ainsi part

39

¹⁷ Jan Tinbergen (Coord.), *RIO, Reshaping the International Order*, E. P. Dutton & Cie, New York, 1976, 326 p.

¹⁸ Willy Brandt (Coord.), *Nord-Sud, un programme de survie*, Gallimard/Idées, 1980, 536 p.

¹⁹ Olaf Palme (Under the Chairmanship), *Common Security - A Programme for Disarmament, The Report of the Independent Commission on Disarmament and Security*, Pan Books, London, 1982, 202 p.

²⁰ CNUED, *Our Common Future (The Brundtland Report)*, Oxford University Press, 1987.

²¹ Rapport de la Commission Sud, *Défis au Sud*, Economica, 1990, 324 p.

²² Déjà cité.

²³ Déjà cité.

²⁴ *The Responsibility to Protect* : Report of the International Commission on Intervention and State Sovereignty, Ottawa, International Development Research Council, 2002.

²⁵ Nous n'avons fait état ici que de quelques travaux « collectifs » issus de commissions internationales. Il faudrait y ajouter l'abondante production individuelle de nombreux intellectuels.

à des actions collectives. De même, l'interdépendance si souvent invoquée est rarement envisagée comme une situation où certains seraient plus dépendants que d'autres et où des formes de pouvoirs asymétriques s'exerceraient. Même si l'idéologie et la démarche véhiculée par la plupart de ces rapports peuvent être discutées, la gravité des problèmes pointés et les enjeux évoqués doivent inciter la France à prendre toute sa part en contribuant à la mise en place de solutions pour y faire face. La plupart des questions communes à l'ensemble de la planète restent inscrites dans ce qu'il est convenu d'appeler les rapports Nord-Sud. Cette dimension doit toujours être présente dans la recherche de solutions. Nombre de ces problèmes sont systémiques. Mais leur urgence est telle qu'il serait irresponsable d'invoquer la nécessité de changer de système en préalable. La finance capitaliste est criminogène et génère des paradis fiscaux, le système économique favorise le réchauffement climatique, les systèmes militaro-industriels encouragent la course aux armements. Leur renversement souhaitable ne doit pas différer l'engagement immédiat contre leurs conséquences.

40

Résumé :

Après avoir connu le statut de puissance impériale, la France vit la réalité de la perte de maîtrise de pans entiers de ses choix de développement. Elle doit impérativement repenser son rapport à la mondialisation, à la construction européenne et s'engager pleinement à la mise sur pied de régimes de coordination internationale afin de faire face à l'ensemble de la montée des problèmes communs qui menacent la planète. Ses partenaires naturels se trouvent tout autant dans le vaste tiers-monde que dans le cercle étroit de ses alliés atlantiques.